

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1918-1919.

Projet de Loi

contenant des mesures destinées à assurer le fonctionnement régulier de la justice et modifiant l'article 6 des arrêtés-lois des 11 octobre 1916 et 16 novembre 1918 relatif à l'état de guerre et à l'état de siège (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. STANDAERT.

MESSEURS,

I.

L'ensemble des mesures proposées par le projet de loi en vue du fonctionnement régulier de la justice n'a soulevé aucune critique au sein de la Commission spéciale. Les articles 1 à 5 visent l'organisation provisoire des juridictions cantonales et la réorganisation du notariat dans les régions dévastées de la Flandre Occidentale.

Il y aurait lieu toutefois de supprimer le paragraphe final de l'article 3; ceux qui sont au courant de la situation réelle des régions dévastées doivent reconnaître que dans telle circonstance déterminée la seule solution pratique est de rattacher les notaires à des circonscriptions voisines emportant résidence hors des limites de l'arrondissement.

Une question intéressante que soulève indirectement l'article 2 du projet est celle de l'unité du ressort notarial; les notaires des arrondissements d'Ypres et de Furnes sont autorisés à instrumenter dans toute l'étendue de l'arrondissement. Ne pourrait-on à la faveur d'une loi de circonstance mettre

(1) Projet de loi, n° 134.

(2) La Commission était composée de MM. Mechelynck, président, Brunet, Carton de Wiart, De Bue, Destrée, Honincks, Neujean, Standaert, Van Cleemputte, Van de Vyvere, Woeste.

fin en une fois à cette classification doctrinale de notaires de villes et de notaires de campagne, consacrée il y a plus d'un siècle par la loi du 28 Ventôse an XI ? Déjà le tribun Jaubert protestait contre cette classification arbitraire. Basée sur une inégalité présumée de capacité, cette distinction n'est plus guère justifiée à une époque comme la nôtre, remarquable par le développement des études, les enseignements journaliers de la jurisprudence et de la doctrine.

Si telle était l'opinion de la Chambre rien ne serait plus aisé que de donner satisfaction à ce desideratum qui en ces cinquante dernières années a fait couler pas mal d'encre, en généralisant à toute l'étendue du territoire les termes de l'article 2 du projet.

La majorité de la Commission est néanmoins d'avis que l'on ne saurait, à la faveur d'une loi de circonstance, faire passer cette réforme.

Les articles 4 à 15, inclusivement, visent

La situation des juges consulaires ;

Les formalités relatives à la composition du jury ;

La faculté de multiplier les sièges de Cour d'assises ;

La création de magistrats de complément ;

La prorogation des mandats judiciaires.

Toutes ces mesures ont en vue de faire face à l'encombrement des affaires pendantes et à l'arriéré résultant de la suspension de la Justice nationale au cours des années de guerre ; la Commission spéciale y donne sa pleine approbation.

II.

Dispositions relatives à l'état de guerre et à l'état de siège.

L'exposé des motifs du projet de loi contient cette déclaration : « le Gouvernement estime que l'heure de lever l'état de siège n'est pas encore venue ».

La Commission spéciale s'est trouvé unanime à désirer des précisions à ce sujet. A l'heure où la restauration du pays doit être l'œuvre de tous, la restauration du Droit est la condition première de l'évolution vers la vie normale. Aussi bien les plaintes surgissent nombreuses ; des citoyens sont arrêtés depuis de longs mois, emprisonnés sans mandats réguliers, sans information des griefs précis invoqués contre eux ; les droits de la défense sont enrayés.

Au moment où nous écrivons ces lignes, on expédie des prévenus à Merxplas, leur infligeant ainsi une amère et cuisante dégradation morale. L'opinion publique s'émue de toutes ces mesures, l'insécurité règne, car là où la liberté individuelle n'est plus garantie, personne n'est à l'abri des plus basses délations.

A la demande de la Commission spéciale M. le Ministre de la Justice et M. le Ministre de la Guerre, ont bien voulu se rendre en séance pour fournir des explications. La Commission spéciale émet le vœu de voir mettre

fin le plus tôt possible à l'état de siège, elle tient à faire remarquer que l'existence de la sûreté militaire n'est nullement liée au maintien de l'état de siège.

Quoiqu'il en soit, le projet de loi dans sa disposition transitoire, édicte le retour au droit commun. En ce qu'il rend aux justiciables leur juge naturel et certaines mesures protectrices de la liberté individuelle. Seront donc déférées au jury ou à la juridiction ordinaire, même sous l'état de siège, toutes les infractions prévues aux articles 101 à 156 et 322 à 326 du Code pénal, c'est-à-dire, les attentats ou complots contre le Roi, la Famille Royale ou contre la forme du Gouvernement, les crimes et délits contre la sûreté extérieure et intérieure de l'État et les crimes et délits d'association formée dans le but d'attenter aux personnes ou aux propriétés. Il a été expressément entendu d'un accord unanime des membres de la Commission, que l'énumération qui précède s'étend aux articles 118^{bis} et 128^{bis} de l'arrêté-loi du 8 avril 1917.

Le § 2 de la disposition transitoire a été critiqué au sein de la Commission, il s'est révélé le désir de voir la juridiction ordinaire saisie de l'appel des décisions intervenues devant les juridictions d'exception.

Il semble d'ailleurs regrettable que les poursuites de civils devant les Conseils de guerre n'aient pas été suspendues depuis le jour où le retour au droit commun fut décidé en principe en Conseil des Ministres.

Pour justifier le § 2 de la disposition transitoire du projet, l'exposé des motifs invoque les règles en matière de rétroactivité. Il n'y a dans cette considération rien de décisif.

Il y a lieu de remarquer que la règle de la non-rétroactivité des lois criminelles ne s'applique qu'à la peine et que cette règle est elle-même dominée par cet autre principe, que l'inculpé bénéficie toujours de la disposition la plus favorable au moment du jugement.

En matière de procédure pénale, c'est toujours, dit M. Haus, la loi nouvelle, quand elle est plus favorable au prévenu, qui doit réagir.

Quand un tribunal n'est compétent qu'à raison de la peine applicable, il perd sa compétence lorsqu'une loi nouvelle décline la peine édictée, même pour les infractions commises avant la promulgation de la loi nouvelle. Si un fait passe de la catégorie des crimes dans celle des délits, la cour d'assises qui en est saisie renverra l'affaire à la juridiction correctionnelle (HAUS, *Droit pénal*, n° 189).

De même les auteurs sont d'accord pour dire qu'en supposant une loi nouvelle qui enlève à la cour d'appel la compétence exceptionnelle qu'elle a pour juger les magistrats, le prévenu ne pourrait décliner la compétence du tribunal en soutenant que seule la cour était compétente au moment où il a commis le fait.

En définitive ceux qui soutiennent que tout procès criminel doit être terminé là où il a été commencé se fondent sur un principe qui date du droit romain *ubi acceptum est semel judicium, ibi et finem accipere debet*. Il va sans dire que nous ne sommes plus au temps où un brocard, fut-il en beau latin, puisse faire loi.

Une loi du 29 février 1832 transformant en délits certains faits qualifiés

crimes offre un réel intérêt pour la question qui nous occupe : « quant aux » arrêts rendus par les Cours d'assises portant une peine criminelle et contre » lesquelles il y a pourvoi, si la Cour de cassation les confirme, elle renverra » devant les tribunaux pour appliquer aux condamnés les peines mention- » nées dans les articles 2 et 3, si elle les annule elle renverra l'affaire devant » le tribunal correctionnel du lieu où la poursuite a été intentée. »

De cet exposé, il résulte à n'en pas douter qu'aucune raison majeure ne s'oppose à ce que la loi renvoie devant le juge de droit commun l'appelant d'une décision non définitive rendue par un tribunal d'exception, cette décision étant considérée comme non avenue.

La Chambre, en 1852, a été jusqu'à renvoyer *pour le même fait* devant un tribunal correctionnel des condamnés *définitivement* jugés par une Cour d'assises.

La règle dominante en cette matière est toujours la même ; tant qu'une décision au répressif est susceptible de recours, c'est la loi la plus favorable au prévenu qui doit prévaloir.

Or, qu'elle est ici la loi la plus favorable ?

C'est évidemment le droit commun.

Cette opinion n'implique, certes, aucune idée de défiance ou de suspicion vis-à-vis des juridictions militaires.

Le droit commun est l'expression codifiée des libertés et des garanties fondamentales, le citoyen belge trouve dans ces garanties la protection, la sécurité et la confiance que la Constitution lui assure, notamment par ses articles 7, 8, 94, 98, qui disent que la liberté individuelle est assurée, que nul ne peut être distrait de son juge légal, qu'il ne peut être créé de tribunaux extraordinaires et que le jury seul doit connaître les délits politiques.

La Commission spéciale s'est trouvée divisée sur la question, hésitante, sans qu'il y ait une majorité se prononçant nettement dans un sens ou dans l'autre.

La Chambre aura à se prononcer soit pour le texte du projet, soit pour le texte proposé en Commission et ainsi conçu :

Disposition transitoire.

« Les crimes et délits visés à l'article 15 qui ont été jugés par un tribunal » d'exception dont la décision est frappée d'appel seront, de plein droit, » suivant la nature de l'infraction, déférés soit à la Cour d'appel, soit à la » Cour d'assises. La Cour d'appel jugera en premier et dernier ressort et la » Cour d'assises statuera sans qu'il puisse être fait état de la décision inter- » venue devant le juge d'exception. La juridiction compétente sera celle du » lieu de l'infraction. »

En ce qui concerne le dernier paragraphe de la disposition transitoire, la Commission propose d'ajouter au texte du projet :

« Si..... un mandat d'arrêt n'a pas été décerné contre eux *et le cas échéant régulièrement renouvelé* conformément à la loi..... »

C'est une garantie prise autrefois contre les « oubliettes » des palais de justice, il est bon, dans l'espèce, de ne pas le perdre de vue.

Le Rapporteur,

Eug. STANDAERT.

Le Président,

A. MECHELYNCK.



Amendements
présentés par le Gouvernement

ART. 5.

Rédiger cet article comme suit :

Les listes des jurés définitivement arrêtées par les Cours d'appel à la fin de l'année 1917 pour le service du jury de l'année suivante, conformément à l'article 104 de la loi du 18 juin 1869, modifié par l'article 5 de la loi du 22 février 1908, serviront au tirage au sort des jurés pendant les deux mois qui suivront la mise en vigueur de la présente loi.

Les listes de jurés seront formées, pour les derniers mois de l'année 1919, conformément aux articles 103 et 104, sur les listes dressées en dernier lieu par les députations permanentes conformément à l'article 102.

Pour le tirage au sort....
Le reste comme au projet.)

ART. 16.

La disposition transitoire du projet en devient l'article 16, dont le texte serait celui-ci :

L'article 7 de l'arrêté-loi du 11 octobre 1916, relatif à l'état de guerre et à l'état de siège, reporté du titre III au titre II du dit arrêté-loi dont il forme l'article 6, en vertu de l'arrêté-loi du 16 novembre 1916, est abrogé.

Amendementen door de Regeering
voorgesteld.

ART. 5.

Dit artikel wordt gelezen als volgt :

« De lijsten van gezworenen door de Hoven van beroep op het einde van het jaar 1917 voor den dienst der jury van het volgende jaar voorgoed vastgesteld overeenkomstig artikel 104 der wet van 18 Juni 1869, gewijzigd door artikel 5 der wet van 22 Februari 1908, worden gebruikt ter aanwijzing bij loting van de gezworenen in de twee maanden volgende op het in werkingtreden dezer wet.

« Voor de laatste maanden van het jaar 1919, worden de lijsten van gezworenen vastgesteld overeenkomstig de artikelen 103 en 104 op grond van de lijsten die laatstelijk door de bestendige deputatiën werden opgemaakt overeenkomstig art. 102.

Ter aanwijzing bij loting
(Voor het overige, zie wetsontwerp.)

ART. 16.

De Overgangsbepaling van het wetsontwerp wordt artikel 16, dat moet gelezen worden als volgt :

» Artikel 7 der besluit-wet van 11 October 1916 betreffende den staat van oorlog en den staat van beleg, krachtens besluit-wet van 16 November 1916 uit titel III ondergebracht in titel II van die be-

Néanmoins, si les crimes et délits visés au dit article ont été jugés par le Conseil de guerre avant l'entrée en vigueur de la présente loi, la cour militaire connaîtra de l'appel.

Les inculpés soumis...

(Le reste comme au projet.)

sluit-wet, waar zij artikel 6 van uitmaakt, is ingetrokken.

» Was echter over de bij genoemd artikel voorziene misdaden en wanbedrijven door den krijgsraad uitspraak gedaan vóór het in werking treden dezer wet, dan neemt het krijgsgerechtshof kennis van het beroep. »

De, ter zake van een dezer misdaden en wanbedrijven . . .

(Voor het overige, zie het Wetsontwerp.)



Amendements de la Commission.

ART. 3.

Supprimer le paragraphe final :
« Toutefois la résidence provisoire
ne peut être fixée hors des limites
de l'arrondissement. »

Disposition transitoire.

Le § 1^{er} devient l'article 16 du
projet.

La « Disposition transitoire » est
ainsi libellée :

« Les crimes et délits visés à
» l'article 16 et qui ont été jugés
» par un tribunal d'exception dont
» la décision est frappée d'appel
» seront, de plein droit, suivant la
» nature de l'infraction, déférés soit
» à la Cour d'appel soit à la Cour
» d'assises, la Cour d'appel jugera
» en premier et dernier ressort et
» la Cour d'assises statuera sans
» qu'il puisse être fait état de la
» décision intervenue devant le juge
» d'exception. La juridiction compé-
» tente sera celle du lieu de l'infraction. »

L'alinéa final, devient l'alinéa final
de l'article 16 :

« ... Si un mandat d'arrêt n'a pas
» été décerné contre eux et le
» cas échéant successivement renou-
» velé ...

(Comme au projet.)

Amendementen door de Commissie
voorgesteld.

ART. 3.

Den slotzin te doen wegvallen :
« Deze voorloopige standplaats mag
echter niet buiten de grenzen van
het arrondissement gelegen zijn ».

Overgangsbepaling.

Het 1^{ste} lid wordt in het ontwerp
opgenomen als artikel 16.

De « overgangsbepaling » te doen
luiden als volgt :

« De bij artikel 16 bedoelde mis-
» daden en wanbedrijven, die wer-
» den berecht door eene uitzon-
» derlijke rechtbank tegen welke
» beslissing beroep is aangetee-
» kend, worden van rechtswege
» verwezen, volgens den aard van
» het misdrijf, hetzij naar het Hof
» van Beroep, hetzij naar het Assi-
» senhof; het Hof van Beroep doet
» uitspraak in eersten en in hoog-
» sten aanleg en het Assisenhof
» beslist zonder dat men zich kunne
» beroepen op de beslissing uit-
» gaande van den uitzonderlijken
» rechter. De bevoegde rechtsmacht
» is die der plaats waar het misdrijf
» werd bedreven. »

Het slot te doen luiden als volgt :

« indien geen bevel van ge-
vangeneming tegen hen verleend
en, bij voorkomend geval, achter-
eenvolgens vernieuwd werd... »

(Gelijk het ontwerp.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1918-1919.

Wetsontwerp

tot vaststelling van maatregelen om de geregelde werking van het gerecht te verzekeren en tot wijziging van artikel 6 der besluit-wetten van 11 October 1916 en 16 November 1918 betreffende den staat van oorlog en den staat van beleg ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER STANDAERT.

MIJNE HEEREN,

I.

Het geheel van de door het wetsontwerp voorgestelde maatregelen tot geregelde werking van het gerecht gaf in de Bijzonderé Commissie geen aanleiding tot eenig bezwaar. De artikelen 1 tot 3 betreffen de voorloopige inrichting van de kantonnale rechtsmachten en de herinrichting van het notariaat in de verwoeste streken van West-Vlaanderen.

De slotalinea van artikel 3 dient echter te worden weggelaten; alwie bekend is met den werkelijken toestand van de verwoeste streken, moet toegeven dat, in eene bepaalde omstandigheid, de eenige practische oplossing hierin bestaat, de notarissen te verbinden aan naburige omschrijvingen met overdracht der standplaats buiten de grenzen van het arrondissement.

Eene belangrijke vraag, onrechtstreeks door artikel 2 van het ontwerp opgeworpen, is die van de eenheid van het ambtsgebied der notarissen; de notarissen der arrondissementen Yperen en Veurne worden gemachtigd om in gansch het gebied van het arrondissement het notarisambt uit te oefenen. Zou men niet voorgoed door eene gelegenheidswet een einde

(1) Wetsontwerp, n^o 154.

(2) De Commissie was samengesteld uit de heeren MECHELYNCK, voorzitter, BRUNET, CARTON DE WIART, DE BUE, DESTRÉE, HONINCKX, NEUJEAN, STANDAERT, VAN CLEEMPUTTE, VAN DE VYVERE, WOESTE.

kunnen maken aan die leerstellige onderscheiding van stadsnotarissen en plattelandsnotarissen, meer dan een eeuw geleden ingevoerd door de wet van 25 Ventôse jaar XI? Toen reeds verzette het lid van het Tribunaat Jaubert zich tegen deze willekeurige onderscheiding. Deze onderscheiding, gegrond op een vermoeden van ongelijke bekwaamheid, heeft bijna geen reden van bestaan meer op een tijdstip als het onze, dat gekenmerkt is door de ontwikkeling der studiën, door de lessen van rechtsleer en rechtspraak.

Mocht de Kamer in deze meening deelen, dan zou men zonder moeite voldoening kunnen schenken aan dezen wensch die in de jongste vijftig jaren zoo druk werd besproken : daartoe zou men het bepaalde in artikel 2 van het ontwerp kunnen toepasselijk verklaren op het gansche grondgebied.

De meerderheid van de Commissie is niettemin van meening dat zoodanige hervorming niet door eene gelegenheidswet dient ingevoerd te worden.

De artikelen 4 tot en met 13 betreffen :

Den toestand der handelsrechters ;

De vormvereischten voor de samenstelling van de jury ;

Het recht om het getal Hoven van assisen te vermeerderen ;

De benoeming van toegevoegde magistraten ;

De verlenging van de rechtsambten.

Al deze maatregelen hebben ten doel, het berechten van de aanhangige zaken en van den achterstand, voortvloeiende uit de schorsing van 's Lands gerecht gedurende de oorlogsjaren, te bespoedigen ; de Bijzondere Commissie hechtte er hare volkomene goedkeuring aan.

II.

Bepalingen betreffende den staat van oorlog en den staat van beleg.

In de Memorie van Toelichting komt deze verklaring voor : « De Regeering oordeelt dat het oogenblik om den staat van beleg op te heffen nog niet gekomen is. »

De Bijzondere Commissie was het eens om nadere verklaringen hieromtrent te verlangen. Nu 's lands herstel het werk van allen zijn moet, is de herstelling van het recht het eerste vereischte van den terugkeer tot het gewoon leven. Ook rijzen er tal van klachten op ; burgers zijn sedert ettelijke maanden aangehouden, worden gevangen gehouden zonder regelmatige bevelen, zonder vooronderzoek van de feiten die hun ten laste worden gelegd ; de rechten der verdediging zijn belemmerd.

Op het oogenblik dat wij deze regels neerschrijven, stuurt men verdachten naar Merxplas ; aldus dient men hun eene bittere en smartelijke zedelijke afstraffing toe. Al deze maatregelen ontroeren het volk, de onveiligheid heerscht ; immers, waar de persoonlijke vrijheid niet meer gewaarborgd is, is niemand meer beschut tegen de laagste verklikking.

Op aanvraag van de Bijzondere Commissie hebben de Ministers van Justitie en van Oorlog wel willen ter vergadering verschijnen om uitleggingen te verstrekken.

De Bijzondere Commissie drukt den wensch uit, dat de staat van beleg zoo spoedig mogelijk opgeheven worde; zij stelt er prijs op, te doen opmerken dat het bestaan van den militairen veiligheidsdienst geenszins verbonden is aan het behoud van den staat van beleg.

Wat er ook van zij, in zijne overgangsbepaling schrijft het wetsontwerp den terugkeer tot het algemeen recht voor, in dezen zin dat aan de rechtsplichtigen hun natuurlijke rechter wordt teruggeschonken en sommige maatregelen tot bescherming van de persoonlijke vrijheid worden ingevoerd. Bijgevolg worden, zelfs tijdens den staat van beleg, aan de jury of aan de gewone rechtsmacht voorgelegd al de misdrijven voorzien bij de artikelen 101 tot 136 en 322 tot 326 van het Strafwetboek, met name, de aanslagen en de samenspanningen tegen den Koning, de Koninklijke Familie of tegen den Regeeringsvorm, de misdaden en wanbedrijven tegen de uitwendige en de inwendige veiligheid van den Staat, alsmede de misdaden en wanbedrijven uitgaande van vereenigingen gevormd met het doel aanslag te plegen op personen of tegen eigendommen. Al de leden van de Commissie waren het er over eens, dat het uitdrukkelijk is verstaan, dat bovenstaande opsomming geldt voor de artikelen 118^{bis} en 128^{bis} van het besluit-wet van 8 April 1917.

Tegen het 2^{de} lid van de overgangsbepaling werden in de Commissie bezwaren aangevoerd; het is gebleken dat men verlangt dat de gewone rechtsmacht kennis neme van het beroep aangeteekend tegen de beslissingen van de uitzonderlijke rechtsmachten.

Het schijnt trouwens eene betreurenswaardige zaak te zijn, dat de vervolgingen van burgers voor de krijgswetten niet werden geschorst vanaf den dag waarop de terugkeer tot het gemeene recht in den Ministerraad werd beslist.

Om het 2^{de} lid van de overgangsbepaling van het ontwerp te billijken, steunt de Memorie van Toelichting op de regelen in zake van terugwerkende kracht. Deze beschouwing is hoegenaamd niet afdoende.

Er dient te worden opgemerkt dat de regel van de niet terugwerkende kracht der strafwetten enkel toepasselijk is op de straf en dat deze regel zelf wordt beheerscht door dit ander beginsel, dat de betichte de gunstigste bepaling geniet op 't oogenblik van het vonnis.

In strafrechtelijke zaken moet altijd, zegt de heer Haus, de nieuwe wet, indien zij voordeeliger is voor den betichte, toegepast worden.

Is eene rechtbank enkel bevoegd uit hoofde van de toepasselijke straf, dan vervalt hare bevoegdheid wanneer eene nieuwe wet de bepaalde straf van klasse verandert, *zelfs voor de misdrijven begaan vóór het afkondigen van de nieuwe wet*. Indien eene handeling overgaat van de klasse der misdaden naar die der wanbedrijven, dan moet het assisenhof, dat daarvan kennis neemt, de zaak verwijzen naar de boetstraffelijke rechtbank. (Haus, *Droit pénal*, n^o 189.)

Zoo ook zijn de schrijvers het eens om te zeggen dat, mocht eene nieuwe wet aan het hof van beroep zijne uitzonderlijke bevoegdheid ontnemen om de magistraten te vonnissen, de betichte de bevoegdheid der rechtbank niet

zou kunnen wraken door te beweren dat alleen het hof bevoegd was op 't oogenblik dat het feit werd gepleegd.

Kortom, zij, die beweren dat elk strafgeding moet afgehandeld worden daar waar het is begonnen, steunen op een beginsel dat dagteekent van het Romeinsche recht : *ubi acceptum est semel iudicium, ibi et finem accipere debet*. Het spreekt vanzelf dat wij niet meer een tijd beleven, waar een spreekwoord, al mocht het ook in sierlijk latijn zijn, als wet kan gelden.

Eene wet van 29 Februari 1832, waardoor sommige als misdaden omschreven feiten werden ingedeeld onder de wanbedrijven, levert een werkelijk belang op voor de vraag die wij behandelen : « wat betreft de » arresten waarbij de Hoven van assisen veroordeelen tot lijfstraf en waartegen er voorziening is, zoo het Verbrekingshof ze bevestigt, zal het de zaak » verwijzen naar de rechtbanken om op de veroordeelden de straffen toe te » passen, vermeld in de artikelen 2 en 3; zoo het die arresten verbreekt, » zal het de zaak verwijzen naar de boetstraffelijke rechtbank der plaats » waar de vervolging ingesteld werd. »

Uit deze uiteenzetting blijkt ontegensprekelijk dat geen hogere reden zich er tegen verzet, dat de wet dengene, die in hooger beroep komt van de beslissing eener uitzonderingsrechtbank, naar den gewonen rechter verwijst, daar de beslissing als niet bestaande beschouwd wordt.

In 1852 werden veroordeelden, *onherroepelijk* veroordeeld door een Hof van assisen, door de Kamer zelfs *wegens hetzelfde feid* verwezen naar een boetstraffelijke rechtbank.

De heerschende regel in deze zaak is altijd dezelfde; zoolang eene uitspraak in strafzaken vatbaar is voor beroep, moet de voor den beklaagde meest voordeelige wet gelden.

Welnu, welke is hier de meest voordeelige wet?

Het is onbetwistbaar het gemeene recht.

In die meening ligt stellig geen wantrouwen of verdachtmaking tegenover de militaire rechtbanken.

Het gemeene recht is de geordende uitdrukking van de grondvrijheden en -waarborgen; de Belgische burger vindt in die waarborgen de bescherming, de zekerheid en het vertrouwen die de Grondwet hem toekent, name-lijk door de artikelen 7, 8, 94 en 98, krachtens welke niemand aan zijnen wettelijken rechter mag onttrokken worden, geen buitengewone rechtbanken mogen opgericht worden en de jury alleen over politieke wanbedrijven uitspraak te doen heeft.

De bijzondere Commissie was het over de vraag niet eens; zij aarzelde en noch in dezen noch in genen zin was er eene meerderheid te vinden.

Aan de Kamer behoort het, zich te verklaren hetzij voor den tekst van het ontwerp, hetzij voor den tekst voorgesteld in de Commissie en luidende :

OVERGANGSBEPALING.

« De bij artikel 16 bedoelde misdaden en wanbedrijven, die werden » berecht door eene uitzonderlijke rechtbank tegen welker beslissing beroep

» is aangeteeekend, worden van rechtswege verwezen, volgens den aard van
» het misdrijf, hetzij naar het Hof van beroep, hetzij naar het Assissenhof;
» het Hof van beroep doet uitspraak in eersten en in hoogsten aanleg en
» het Assissenhof beslist zonder dat men zich kunne beroepen op de
» beslissing uitgaande van den uitzonderlijken rechter. De bevoegde rechts-
» macht is die der plaats waar het misdrijf werd bedreven. »

Wat betreft de laatste paragraaf van de overgangsbepaling, stelt de Commissie voor, aan den tekst van het ontwerp toe te voegen :

« Indien geen bevel van gevangenneming tegen hen verleend *en*,
bij voorkomend geval, achtereenvolgens vernieuwd werd overeenkomstig de
wet »

Het is een waarborg die voorheen genomen werd tegen de « oubliettes » (onnderaardsche kerkers) van de justitiepaleizen; in deze zaak dient zulks niet uit het oog verloren te worden.

De Verslaggever,

Eug. STANDAERT.

De Voorzitter,

A. MECHELYNCK.



Amendements
présentés par le Gouvernement

ART. 5.

Rédiger cet article comme suit :

Les listes des jurés définitivement arrêtées par les Cours d'appel à la fin de l'année 1917 pour le service du jury de l'année suivante, conformément à l'article 104 de la loi du 18 juin 1869, modifié par l'article 5 de la loi du 22 février 1908, serviront au tirage au sort des jurés pendant les deux mois qui suivront la mise en vigueur de la présente loi.

Les listes de jurés seront formées, pour les derniers mois de l'année 1919, conformément aux articles 103 et 104, sur les listes dressées en dernier lieu par les députations permanentes conformément à l'article 102.

Pour le tirage au sort....
Le reste comme au projet.)

ART. 16.

La disposition transitoire du projet en devient l'article 16, dont le texte serait celui-ci :

L'article 7 de l'arrêté-loi du 11 octobre 1916, relatif à l'état de guerre et à l'état de siège, reporté du titre III au titre II du dit arrêté-loi dont il forme l'article 6, en vertu de l'arrêté-loi du 16 novembre 1916, est abrogé.

Amendementen door de Regeering
voorgesteld.

ART. 5.

Dit artikel wordt gelezen als volgt :

De lijsten van gezworenen, door de Hoven van beroep op het einde van het jaar 1917 voor den dienst der jury van het volgende jaar voorgoed vastgesteld overeenkomstig artikel 104 der wet van 18 Juni 1869, gewijzigd door artikel 5 der wet van 22 Februari 1908, worden gebruikt ter aanwijzing bij loting van de gezworenen in de twee maanden volgende op het in werking treden dezer wet.

Voor de laatste maanden van het jaar 1919, worden de lijsten van gezworenen vastgesteld overeenkomstig de artikelen 103 en 104 op grond van de lijsten die laatstelijk door de bestendige deputatiën werden opgemaakt overeenkomstig art. 102.

Ter aanwijzing bij loting
(Het overige zooals in het wetsontwerp.)

ART. 16.

De overgangsbepaling van het wetsontwerp wordt artikel 16, dat moet gelezen worden als volgt :

» Artikel 7 van het besluit-wet van 11 October 1916 betreffende den staat van oorlog en den staat van beleg, krachtens het besluit-wet van 16 November 1916 uit titel III ondergebracht in titel II van dit be-

Néanmoins, si les crimes et délits visés au dit article ont été jugés par le Conseil de guerre avant l'entrée en vigueur de la présente loi, la cour militaire connaîtra de l'appel.

Les inculpés soumis...

(Le reste comme au projet.)

sluit-wet, waarvan het artikel 6 uitmaakt, wordt ingetrokken.

» *Was echter over de bij genoemd artikel voorziene misdaden en wanbedrijven door den Krijgsraad uitspraak gedaan vóór het in werking treden dezer wet, dan neemt het Krijsgerechtshof kennis van het beroep.* »

De, ter zake van een dezer misdaden en wanbedrijven . . .

(Het overige zooals in het Wetsontwerp.)



Amendements de la Commission.

ART. 3.

Supprimer le paragraphe final :
« Toutefois la résidence provisoire
ne peut être fixée hors des limites
de l'arrondissement. »

Disposition transitoire.

Le § 1^{er} devient l'article 16 du
projet.

La « Disposition transitoire » est
ainsi libellée :

« Les crimes et délits visés à
» l'article 16 et qui ont été jugés
» par un tribunal d'exception dont
» la décision est frappée d'appel
» seront, de plein droit, suivant la
» nature de l'infraction, déférés soit
» à la Cour d'appel soit à la Cour
» d'assises, la Cour d'appel jugera
» en premier et dernier ressort et
» la Cour d'assises statuera sans
» qu'il puisse être fait état de la
» décision intervenue devant le juge
» d'exception. La juridiction compé-
» tente sera celle du lieu de l'infraction. »

L'alinéa final, devient l'alinéa final
de l'article 16 :

« ... Si un mandat d'arrêt n'a pas
» été décerné contre eux et le
» cas échéant successivement renou-
» velé ...

(Comme au projet.)

Amendementen door de Commissie
voorgesteld.

ART. 3.

Den slotzin te doen wegvallen :
« Deze voorloopige standplaats mag
echter niet buiten de grenzen van
het arrondissement gelegen zijn ».

Overgangsbepaling.

Het 1^{ste} lid wordt in het ontwerp
opgenomen als artikel 16.

De « overgangsbepaling » te doen
luiden als volgt :

« De bij artikel 16 bedoelde mis-
» daden en wanbedrijven, die wer-
» den berecht door eene uitzon-
» derlijke rechtbank tegen welker
» beslissing beroep is aangetee-
» kend, worden van rechtswege
» verwezen, volgens den aard van
» het misdrijf, hetzij naar het Hof
» van beroep, hetzij naar het Assi-
» senhof; het Hof van beroep doet
» uitspraak in eersten en in hoog-
» sten aanleg en het Assisenhof
» beslist zonder dat men zich kunne
» beroepen op de beslissing uit-
» gaande van den uitzonderlijken
» rechter. De bevoegde rechtsmacht
» is die der plaats waar het misdrijf
» werd bedreven. »

Het slot te doen luiden als volgt :

« indien geen bevel van ge-
vangenneming tegen hen verleend
en, bij voorkomend geval, achter-
eenvolgens vernieuwd werd... »

(Zooals in het ontwerp.)